



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
8 mars 2022  
Français  
Original : anglais

---

### **Lettre datée du 5 mars 2022, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre conjointe du Ministre ukrainien de l'énergie, M. German Galushchenko, du Président par intérim de l'entreprise d'État « Compagnie nationale de production d'énergie nucléaire » (Energoatom), M. Petro Kotin, et du Président par intérim et Inspecteur en chef de l'Inspection d'État pour la réglementation nucléaire de l'Ukraine, M. Oleh Korikov, concernant les risques pour la sécurité et la sûreté des installations nucléaires ukrainiennes que fait courir l'agression militaire russe contre l'Ukraine et concernant la création d'une mission spéciale des Nations Unies pour la sûreté des installations nucléaires de l'Ukraine (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Sergiy Kyslytsya



## **Annexe à la lettre datée du 5 mars 2022 adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le 2 mars 2022, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution sur l'agression contre l'Ukraine, dans laquelle elle a constaté et condamné l'invasion russe et exigé le retrait immédiat des militaires du territoire ukrainien. La Fédération de Russie continue toutefois de mener des actions militaires tous azimuts dans l'ensemble du pays en faisant appel à de nombreuses unités d'infanterie, à des armes lourdes, à des moyens aériens et navals et à l'artillerie. Après avoir franchi les frontières de notre État, elle a attaqué les zones frontalières par le nord, l'est et le sud, frappant des infrastructures critiques et des municipalités, y compris les infrastructures de villes et de villages pacifiques. Ces attaques massives tuent non seulement des militaires, mais aussi des civils, notamment des enfants et des personnes âgées. Des habitations, des jardins d'enfants, des cinémas et des établissements de santé sont anéantis.

En toute dignité, les forces militaires ukrainiennes et les forces de défense du territoire résistent aux attaques de l'une des armées les plus puissantes du monde. Les civils défendent héroïquement leurs territoires, essayant de ne pas laisser l'envahisseur s'installer. Très souvent, ils paient de leur vie pour leur courage. Cette situation critique est exactement celle qui s'est produite dans la ville d'Enerhodar, où est située la plus grande centrale nucléaire d'Europe et la sixième plus grande centrale nucléaire du monde, la centrale de Zaporijia, qui comprend six unités de puissance.

Le Ministère de l'énergie de l'Ukraine ainsi que l'entreprise d'État « Compagnie nationale de production d'énergie nucléaire » (Energoatom) et l'Inspection d'État pour la réglementation nucléaire de l'Ukraine continuent d'exercer leurs fonctions en vertu de la loi martiale, dans le respect de la législation ukrainienne et du cadre réglementaire international sur la sûreté nucléaire et radiologique.

Le Ministère de l'énergie, Energoatom et l'Inspection d'État échangent des informations 24 heures sur 24 et cette dernière informe l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) via le Système unifié d'échange d'informations en cas d'incident ou d'urgence, auquel les États Membres ont accès. Dans un contexte de guerre, les médias russes et pro-russes, ainsi que leurs sources officielles, diffusent de nombreuses informations mensongères et indignes de confiance, notamment sur les installations nucléaires ukrainiennes.

Des informations sur l'évolution de la situation en Ukraine sont mises à jour quotidiennement et publiées sur le site Web sécurisé du Système unifié d'échange d'informations en cas d'incident ou d'urgence de l'AIEA (15 rapports ont été publiés à ce jour). En outre, des réponses sont données à toutes les demandes adressées par téléphone et courrier électronique par le Centre des incidents et des urgences de l'AIEA, les organismes de réglementation d'autres pays et les organisations internationales.

Le 1<sup>er</sup> mars 2022 à 11 h 40, le réseau de télécommunications de la centrale nucléaire de Zaporijia a été endommagé par des frappes de missiles russes. Il est donc impossible de transmettre les données de surveillance des rayonnements au Système international d'information sur la surveillance des rayonnements (IRMIS), ce dont l'AIEA a été informée. Les réparations et travaux de remise en état sont entravés par la poursuite des hostilités à proximité de la centrale.

Le 3 mars 2022, près d'une centaine d'unités russes équipées de matériel lourd (chars) et de nombreuses unités d'infanterie russes ont franchi le poste de contrôle de la ville d'Enerhodar (à 3 km du site de la centrale de Zaporijia).

Les soldats d'infanterie russes ont avancé directement à travers les champs qui entourent la ville en direction du site de la centrale. Des affrontements ont eu lieu à Enerhodar et sur la route menant au site de la centrale. Dans la nuit du 4 mars 2022, à 1 h 40, heure de Kyïv, les forces militaires russes ont bombardé le site de la centrale nucléaire de Zaporijia, provoquant des incendies dans le secteur. Les faits ont été signalés d'urgence via le Système unifié d'échange d'informations en cas d'incident ou d'urgence du Centre des incidents et des urgences de l'AIEA.

À la suite des hostilités :

- Dans l'unité 1, le bâtiment principal et le passage supérieur du bâtiment spécial ont été endommagés.
- La ligne de télécommunication est coupée et actuellement hors service.
- Le site de la centrale nucléaire de Zaporijia a été saisi par les forces armées russes.
- La relève du personnel opérationnel de la centrale a eu lieu plus d'un jour plus tard. Ce personnel travaille sur son lieu de travail sous la pression des forces armées de la Fédération de Russie, qui avaient auparavant mené des hostilités brutales dans des secteurs résidentiels d'Enerhodar. Dans ces circonstances, le personnel doit surveiller les unités de puissance et s'assurer qu'elles fonctionnent conformément aux règles de sécurité.
- Le système de surveillance des rayonnements automatisé de la centrale ne produit aucune donnée.
- Le refroidissement du combustible nucléaire est assuré par des systèmes qui satisfont aux normes de sécurité. L'impossibilité de refroidir le combustible nucléaire entraînerait d'importantes émissions radioactives dans l'atmosphère. Une telle catastrophe pourrait être plus grave que les accidents qui se sont produits précédemment, y compris ceux des centrales nucléaires de Tchernobyl et de Fukushima Daiichi.
- Les obus russes sont tombés dans la zone de l'installation de stockage du combustible nucléaire usé, qui se trouve sur le site de la centrale nucléaire de Zaporijia. Si cette installation dangereuse est endommagée par des frappes, cela entraînera également d'importants rejets radioactifs.
- Les inspecteurs de la sûreté nucléaire de l'Inspection d'État ne sont pas autorisés à accéder au site de la centrale nucléaire de Zaporijia par les militaires russes déployés dans le secteur.

L'état actuel des unités est le suivant :

- L'unité 1 est à l'arrêt.
- Les unités 2 et 4 sont en service.
- Les unités 3, 5 et 6 ont été mises à l'arrêt à froid, situation la plus sûre, en raison des attaques militaires.

L'installation nucléaire équipée d'un assemblage sous-critique (où la source neutronique est basée sur un assemblage sous-critique contrôlé par un accélérateur linéaire d'électrons), située à l'Institut de physique et de technologie de Kharkiv (le Centre national de recherche-développement), a été mise à l'état de sous-criticité profonde et reste sous contrôle. Cependant, dans la mesure où Kharkiv subit des attaques militaires massives de la part de la Russie, toute installation située dans la ville ne peut être considérée comme sûre. Le centre d'oncologie a également été

détruit par des tirs. Il existe plusieurs sources de forte radioactivité dont la sûreté pourrait être compromise.

Le 3 mars 2022, en raison du bombardement de la ville de Kharkiv par les militaires russes, le bureau de l'antenne de Kharkiv du Centre scientifique et technique d'État pour la sécurité nucléaire et radiologique a été complètement détruit.

Le 24 février 2022, l'ensemble de la zone d'exclusion et toutes les installations de la centrale nucléaire de Tchernobyl ont été saisis par des militaires armés sans insigne, notamment :

- Les installations de stockage de combustible nucléaire usé – ISF-1 et ISF-2.
- La nouvelle arche de confinement.
- Les unités 1, 2 et 3 (réacteurs déclassés).
- Les installations de gestion des déchets radioactifs.
- L'unité militaire 3041, qui gardait la centrale nucléaire de Tchernobyl, a été désarmée et ses membres ont été pris en otage.

Le 2 mars 2022 à 22 h 29, il y a eu un arrêt d'urgence de la ligne à haute tension de Lisova (330 kV). La refermeture automatique a échoué. En raison de la « prise » de la centrale nucléaire de Tchernobyl, les travaux de maintenance et de réparation des équipements de sécurité critiques qui étaient programmés sont limités.

Malheureusement, à l'heure actuelle, la situation de la centrale nucléaire de Tchernobyl reste inchangée, et ce, depuis le 24 février 2022. Le personnel est épuisé physiquement et moralement et se trouve en danger, mais il doit faire fonctionner les installations et maintenir la sécurité du site.

En outre, il convient de noter qu'alors que l'artillerie lourde de la Fédération de Russie avançait et empruntait des voies interdites dans la zone d'exclusion de la centrale nucléaire de Tchernobyl, une couche de terre et de poussière contaminées s'est détachée du sol, entraînant ainsi une détérioration de la situation radiologique dans toute la zone d'exclusion. Cela avait été enregistré par le système de surveillance des rayonnements automatisé avant qu'il ne soit hors service.

Les opérations militaires des forces armées russes et la prise de contrôle des installations nucléaires de l'Ukraine s'accompagnent de défaillances des équipements de surveillance des rayonnements qui empêchent le personnel des installations nucléaires d'effectuer des travaux de maintenance et de réparation des systèmes critiques pour la sécurité, ainsi que de l'interruption des communications et de l'alimentation électrique et de risques considérables, sans qu'il soit possible d'agir rapidement pour remédier à la situation en raison de la destruction des infrastructures et de l'impossibilité pour le personnel spécialisé d'accéder aux installations. L'approvisionnement en pièces de rechange pour la maintenance et les réparations des systèmes critiques pose problème, de même que l'engagement de personnel pour l'entretien et la remise en état des installations.

L'Ukraine exhorte ses partenaires internationaux à faire tout leur possible pour éviter une catastrophe nucléaire planétaire.

Nous engageons l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Agence internationale de l'énergie atomique à prendre des mesures urgentes, concrètes et décisives pour éviter une catastrophe environnementale.

À cet égard, nous insistons sur la nécessité de créer une mission spéciale des Nations Unies pour la sûreté des installations nucléaires de l'Ukraine, notamment des

centrales nucléaires de Tchernobyl (Prypiat), de Zaporijia (Enerhodar), d'Ukraine du Sud (Ioujnooukraïnsk), de Rivne (Varach) et de Khmelnytskyï (Netichyn). Cette mission devrait notamment être chargée d'établir les faits et de documenter tous les actes criminels des forces militaires russes afin que des poursuites soient engagées devant les juridictions internationales.

Le Ministre de l'énergie de l'Ukraine  
(*Signé*) German **Galushchenko**

Le Président par intérim de l'entreprise d'État  
« Compagnie nationale de production d'énergie nucléaire » (Energoatom)  
(*Signé*) Petro **Kotin**

Le Président par intérim et Inspecteur en chef  
de l'Inspection d'État pour la réglementation nucléaire de l'Ukraine  
(*Signé*) Oleh **Korikov**

---